

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

BELFORT 1ère circonscription

RIGOULOT Nicole

Élève avocate

Suppléant : MARION Bernard
Ouvrier

Travailleuses, Travailleurs,

«Après Alsthom - Atlantique et Bull, l'Assedic doit être considérée comme le troisième payeur du département» dit le journal local. C'est vrai, on compte dans notre département 2 800 chômeurs inscrits dont les 3/4 sont des femmes (et combien encore qui ne sont pas inscrits ?).

Aux jeunes qui aspirent à «vivre et travailler au pays», voilà la réponse : chômage, déportation vers d'autres régions, formation bidon dans des stages de quelques mois (1 200 Belfortins), ou alors travail intérimaire (1 500 intérimaires sont employés par Nota, véritable marchand d'esclaves moderne) !

Dans «la cité du Lion», qu'on croyait jusque là épargnée par la crise, les difficultés des travailleurs grandissent. À Bull, on n'embauche plus depuis quatre ans. À Alsthom, l'embauche est pratiquement bloquée depuis deux ans : 650 d'entre nous ont dû quitter l'usine. Et jugeant que cela ne suffisait pas, la direction a pris des mesures pour «rendre l'entreprise plus apte à faire face à une concurrence étrangère sans précédent sur les marchés extérieurs» !.

Mais les travailleurs d'Alsthom sont entrés en grève contre la réorganisation des horaires de travail, la chasse aux temps morts opérée par la nouvelle direction, la réduction du temps de casse-croûte, refusant le chantage à la concurrence et à la compétitivité. Ils refusent de payer la crise, comme les travailleurs d'UDD Delle luttant contre 33 licenciements, les éducateurs de l'IME de Roppe qui ont fait grève six semaines contre le licenciement de deux de leurs camarades, comme les travailleurs d'Unelec à Beaucourt, notamment les fondeurs, en grève sur leurs revendications à Noël 77.

Car pour les patrons, tout est bon pour préserver leurs profits : la direction d'IPA Gauthier ne va-t-elle pas jusqu'à menacer de licencier les travailleurs s'ils s'avisaient de tomber malades ou d'avoir des accidents de travail !

Voilà le tableau sur fond de chômage de Belfort, avec ses grandes cités-dortoirs ou ses taudis pour les travailleurs immigrés.

On nous promet un canal à grand gabarit, tout de béton. Mais on ne parle pas des centaines de petits paysans qui vont voir leur champ, leur ferme, leur village ainsi détruit pour les profits des capitalistes. Voulons-nous voir la vallée du Doubs saccagée ? Déjà à Belfort, Alsthom fabrique le groupe turbo-alternateur de la centrale nucléaire de Fessenheim. Canal à grand gabarit, nucléaire, c'est le même mépris des habitants de notre région, de notre pays, le même mépris de notre santé, de notre sécurité qui s'étale. *«Après nous, le déluge»*, telle est bien la devise de la bourgeoisie.

Mais là aussi des luttes s'engagent : crise, chômage, bas salaires, répression.

Travailleuses,
Travailleurs,

A Belfort, la droite a tenté de renouveler son personnel politique. Mais son bilan, c'est celui des difficultés des travailleurs, c'est celui des scandales qui l'ont plus qu'éclaboussée, de Bailly à Clerc, c'est celui de la faillite.

La gauche propose de nationaliser Alsthom et Bull Mais ne parle-t-elle pas aussi de «compétitivité sur le marché international» et aussi de «licenciement avec reclassement» ? Et si le PC revendique au CERES et à Chevènement le titre de «meilleur défenseur des travailleurs», les travailleurs n'oublient pas que PCF et CERES se sont vite mis d'accord pour augmenter de 40 % (39,80 % pour être précis !) nos impôts locaux.

Non, nous ne voulons plus payer la crise !

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ère circonscription de Belfort

Dans notre circonscription, l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne présente la candidature de :

Nicole RIGOULOT

J'ai 24 ans, je viens d'achever mes études d'avocat. Originaire de Beaucourt, je suis issue d'une famille ouvrière de la région, ce qui fait que j'ai voulu me placer du point de vue des intérêts des travailleurs. Je suis candidate de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, soutenue dans l'unité par les marxistes-léninistes.

SUPPLÉANT

Bernard MARION, 30ans, ouvrier métallurgiste aujourd'hui au chômage.

Imprimerie IPCC Paris